

Patrick Le Hyaric

CETTE NOTE EST STRICTEMENT CONFIDENTIELLE NE PAS DIFFUSER SUR LES RESEAUX SOCIAUX

Aux fédérations

Aux membres du Conseil national

Quelle fête de L'Humanité

Depuis plusieurs mois nous travaillons avec les autorités sanitaires et étatiques sur les conditions d'une autorisation de tenir la fête de L'Humanité au parc Georges Valbon, La Courneuve-le Bourget. Dans le même temps et tout au long du développement de la pandémie, nous avons sondé l'avis de médecins spécialistes. Rappelons que le lieu de la fête se trouve au cœur du département de Seine-Saint-Denis, là où le nombre de cas positifs et d'hospitalisations a été le plus important.

Une note d'information a été envoyée aux responsables de stands et aux organisations le 15 mai dernier. Une consultation des stands a eu lieu le 22 juin. Le comité exécutif a disposé d'une information et en a débattue le mardi 23 juin.

Après la fin du confinement, le 16 juin 2020, nous avons tenu une réunion large avec les services du premier ministre, les services de santé et de sécurité. En conclusion de celle-ci, il nous a été demandé de réduire encore le volet de participants à la fête et de présenter un protocole sanitaire plus complet. Le préfet de Seine-Saint-Denis a été mandaté pour travailler avec nous pour élaborer un modèle de fête.

Nous avons présenté un projet à 20 000 participants sur 72000 m², soit 4 m² par participant, avec une réduction du nombre de stands au minimum, 4 espaces de débats, des initiatives culturelles réduites. L'ensemble accompagné d'un protocole sanitaire strict dont le coût grèverait les comptes de la fête de près de 100 000€.

Ce travail a été mené au cours de plusieurs réunions de travail et après de nombreux échanges avec ces services. L'Agence régionale de santé a été consultée et associée.

Plusieurs conditions ont été imposées d'emblée en lien avec les dispositifs sanitaires en cours :

- Interdiction de tenir des concerts.

- Définition de sens de circulation dans l'espace.
- Port du masque obligatoire.
- L'ARS a constitué un groupe de médecins spécialistes supplémentaire pour valider un avis.
- Surtout, l'ARS a signifié qu'une autorisation donnée aujourd'hui ne valait pas pour septembre et serait soumise à l'évolution de la pandémie.

Notre décision doit se prendre dans un contexte nouveau :

- L'épidémie repart dans des pays voisins : Espagne, Portugal, Allemagne. Plusieurs foyers ont été constatés en France ainsi qu'une hausse du nombre d'hospitalisations. Plusieurs alertes ont été émises par de grands médecins en France ces derniers jours, accompagnées d'une mise en garde du directeur général de la santé, comme de l'OMS.

Le terrain de la fête se situe en zone urbaine avec plusieurs villes autour. Dans un message adressé dimanche 12 juillet dans l'après-midi, le préfet m'a alerté sur la difficulté d'accepter un rassemblement de 20 000 personnes alors que les critères étaient maintenus nationalement à 5000. Il a en outre partagé les inquiétudes des médecins et des scientifiques.

- L'Humanité est toujours tenue par un plan de redressement-continuation. Consultés, le tribunal et les commissaires à l'exécution du plan déconseillent de tenir la fête.

- Il existe pourtant une envie de fête, un besoin de se retrouver. Des segments du monde de la création et de la culture souhaitent que la fête se tienne, comme événement et élément de relance du secteur culturel. La rentrée sociale sera marquée par le besoin de débats et de fédération des mouvements pour l'emploi, par les enjeux de santé et ceux qui leur sont liés : la préservation de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique.

Les débats sur la reconstruction ou transformation économique, questionnant le capitalisme lui-même, vont sans doute monter, non seulement pour empêcher le tsunami social et environnemental mais aussi pour jeter les bases d'une autre société et d'un autre monde.

D'autres enjeux importants travaillent la société dont celui de l'écologie et de la sécession civique en cours, pointant les responsabilités des forces progressistes.

- Nous avons travaillé sur un modèle de fête dont le coût est estimé à 2 millions d'euros. Nous perdrons cet engagement financier si l'autorisation de la tenir nous était retirée début septembre. Dans cette hypothèse, le tribunal de commerce et les commissaires à l'exécution du plan ne pourraient nous soutenir et le risque de liquidation existe. Nos modèles économiques montrent un déficit potentiel de ce schéma de fête allant de 400 à 500 000 €. Nous ne pouvons pas nous le permettre.

Le comité de direction de L'Humanité ne souhaite pas prendre un tel risque après la douloureuse année que nous venons de passer. Nous formulons la proposition de tenir la fête sous une autre forme, en utilisant les outils numérique pour préparer un projet adapté à la période tout en résorbant les dépenses déjà engagée à la préparation de la fête 2020 qui s'élèvent à près de 500 000€.

Il y a donc aujourd'hui trop d'incertitudes et de risques financiers mais aussi judiciaires pour tenir une Fête, même amoindrie, sur le terrain du parc de La Courneuve.

-Quelle fête de L'Humanité.

Nous entamons donc un travail pour préparer une Fête numérique.

Nous comptons lancer un bon de soutien à L'Humanité et à sa Fête en partenariat avec le Secours Populaire Français à hauteur de 25€, dont 5 € seraient reversés au SPF. Chaque acquéreur du bon de soutien aurait droit à un Hors-série collector de La Fête.

Nous créerions une plate-forme numérique dédiée à la Fête pour les 11-12-13 septembre, incluant des initiatives culturelles et des grands débats.

Nous proposerons également d'entamer un travail pour la création de quelques fêtes régionales.

C'est dans l'obligation de composer avec plusieurs contraintes que nous sommes amenées à modifier notre projet de Fête de L'Humanité.

Le 13 juillet 2020

***NB : Je me permets d'insister sur le caractère strictement confidentiel de cette note qui ne peut donc se retrouver sur les réseaux sociaux afin de respecter nos partenaires et des institutions qui travaillent avec nous. Une information publique sera donnée le 17 ou le 20 juillet. En vous remerciant.
Patrick Le Hyaric***